

Les vœux pieux de Macron, les doléances des religions

Le chef de l'État reçoit les différentes confessions ce mercredi à l'Élysée. La laïcité et les actes antireligieux nourriront l'entretien.

JEAN-MARIE GUÉNOIS
jmguenois@lefigaro.fr

RELIGION S'il est un lieu, laïcité oblige, où l'on ne parlerait pas de religion, en France, ce serait bien le Palais de l'Élysée. Et, en toute réciprocité, s'il est des institutions où l'on éviterait les considérations politiques, ce serait bien les religions. Sauf en de rares occasions, comme celle de la cérémonie des vœux du président de la République aux représentants des religions. Un rendez-vous annuel qui doit se tenir ce mercredi en fin d'après-midi à l'Élysée.

Le catholique Hugues de Woillemont, prêtre, secrétaire général de l'épiscopat, convié à ces vœux, plante le décor : « Cette cérémonie n'est pas le lieu pour obtenir quoi que ce soit. Elle est importante car elle signifie que, pour le président, les religions ont leur place dans la vie de la cité, dans le service du bien commun et dans le débat public. Ce sont des interlocuteurs reconnus des pouvoirs publics. » Et puisque l'élection présidentielle se profile, le prélat saisit l'opportunité : « L'Église voudrait que la campagne soit l'occasion d'un vrai débat, pro-

fond, libre, responsable et respectueux sur la vision de chaque candidat, sur ce qui peut réparer notre pays éprouvé, sur ce bien commun à reconstruire. L'Église veut servir cette réflexion nécessaire et participer à ce débat. »

À ce stade préélectoral, il n'y aura pas d'appel commun des religions. « À moins d'une situation critique entre les deux tours », commente un responsable reli-

« L'Église voudrait que la campagne soit l'occasion d'un vrai débat (...) sur la vision de chaque candidat, sur ce qui peut réparer notre pays éprouvé »

HUGUES DE WOILLEMONT, PRÊTRE,
SECÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ÉPISCOPAT

gieux. Les différentes confessions vont ainsi avancer en ordre dispersé. Les premiers à partir seront les catholiques, qui publieront, le 18 janvier, un document intitulé « L'Espérance ne déçoit pas ». Il ne s'agit pas de donner des « consignes de vote », confie un expert,

mais de proposer des « critères de discernement », avec ces points de vigilance forts dont fait par exemple partie « l'euthanasie ». Mais il y en aura beaucoup d'autres.

Les catholiques seront suivis par les protestants. Lors de leur assemblée générale, fin janvier, ils publieront une « adresse » destinée aux candidats et aux députés, construite autour de « dix questions » fondamentales. Y figurera notamment l'impérieuse nécessité de « solidarité », en ces temps d'incertitude, pour protéger le « vivre ensemble » menacé par « les dérives extrémistes ». Un sujet qui sera porté à l'Élysée mercredi soir, tout comme celui de la mise en œuvre concrète de la loi « confortant le respect des principes de la République », qui n'est pas sans poser de problèmes aux protestants.

Les juifs et les musulmans sont quant à eux plus en réserve, pour l'heure, sur la présidentielle. Élie Korchia, nouveau président du Consistoire israélite de France, évoquera notamment devant le président, au nom de la communauté juive, des points concrets liés à la « pratique de la liberté religieuse » et insistera sur la « lutte contre toutes les formes d'antisémitisme ».

Quant à Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman (CFCM), il aura d'abord rencontré le ministre de l'Intérieur avant le rendez-vous élyséen, pour revenir sur de fâcheux propos : en décembre, Gérald Darmanin avait parlé de la « mort » du CFCM. Il devrait expliquer pourquoi l'acceptation de la charte de l'islam de France par les trois fédérations – qui refusaient jusqu'en décembre de la signer – change la donne pour la réorganisation de l'islam et du rôle du CFCM que veut mener le gouvernement.

Emmanuel Macron et Elie Korchia, nouveau président du Consistoire israélite de France, à Médan, près de Paris, le 26 octobre dernier.
POOL/REUTERS



Côté présidence de la République, on rappelle qu'Emmanuel Macron rencontre « souvent » les religions et qu'il est donc naturel pour lui de les accueillir. Aux côtés du premier ministre et du ministre de l'Intérieur, qui devraient être présents, le chef de l'État aura fait venir deux députés en charge d'une mission parlementaire sur le phénomène des « actes antireligieux ». Il devrait aussi revenir sur l'intérêt de la loi « confortant le respect des principes de la République ». « Renforçant la laïcité, elle est aussi une arme pour les religions », défend-on à l'Élysée.

Carol Saba, responsable de la communication de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France – dont M^{gr} Dimitrios, président, sera pour la première fois à l'Élysée –, forme un vœu pieux : « La période est ombrageuse pour tous. Il faudrait donc éviter, lors de cette rencontre 2022, les écarts entre le fait d'être écoutés et celui d'être entendus... Pour nous, la laïcité, surtout en cette période d'incertitude, doit devenir une relation partenariale entre les religions et la République française. » ■